

LA MORT DE L'ÉLITE PROGRESSISTE

CHRIS
HEDGES



LUX

Extrait de la publication

FUTUR PROCHE

LA MORT DE L'ÉLITE PROGRESSISTE

CHRIS HEDGES

LA MORT DE L'ÉLITE
PROGRESSISTE

*Traduit de l'anglais par
Nicolas Calvé*



Déjà parus dans la collection « Futur proche »

- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
- Gaétan Breton, *La dette: règlement de comptes*
- Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
- Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
- Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, doit du plus fort?*
- Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
- Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle*
- Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
- Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
- Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*
- Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
- Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal*
- Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique*

© Lux Éditeur, 2012, **pour la présente édition**
www.luxediteur.com

© Chris Hedges, 2010
Titre original: *Death of the Liberal Class*
Nation Books, New York

Image de la couverture: Adam Gault/Getty Image

Dépôt légal: 4^e trimestre 2012
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN: 978-2-89596-150-5

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Avertissement du traducteur

CET ESSAI, qui a pour titre original *Death of the Liberal Class*, traite de l'évolution de la gauche américaine depuis le début du xx^e siècle. Le problème qui s'est immédiatement posé à nous est celui de la traduction en français de *liberal*. Le fait est que, du point de vue d'un Européen ou d'un Canadien, la « gauche » dont parle Chris Hedges est plus au centre qu'à gauche, car l'échiquier politique est équilibré plus à droite aux États-Unis qu'ailleurs.

Pour rendre l'adjectif *liberal* en français, il était tentant d'opter pour *libéral*. Mais nous avons vite écarté cette possibilité à la lecture des définitions assez contradictoires de *liberal* que donnent les dictionnaires anglais: « Qui est favorable à un assouplissement des conventions sociales et à ce que l'État joue un rôle important en matière d'économie et de justice sociale »; « Qui est favorable à la liberté individuelle et à une limitation de l'ingérence de l'État dans les affaires économiques » (*Canadian Oxford Dictionary*).

Bien sûr, la *liberal class* dont traite Hedges s'inscrit dans la première signification, qui correspond en gros à l'orientation politique de la gauche modérée dans les autres pays.

Le caractère contradictoire de ces définitions traduit cependant bien les origines libérales (au sens philosophique) des deux doctrines. Hedges cite le philosophe britannique John Gray, pour qui le libéralisme classique se distingue par quatre principes: « l'individualisme, qui affirme la primauté morale de la personne sur la collectivité; l'égalitarisme, qui

accorde à tout être humain le même statut moral essentiel; l'universalisme, qui postule l'unité morale de l'espèce; enfin, le méliorisme, qui soutient qu'on peut, grâce à la raison critique, améliorer la condition humaine de manière indéfinie». «Au XIX^e siècle, rappelle Hedges, le philosophe anglais John Stuart Mill (1806-1873) a redéfini le libéralisme en insistant sur ses dimensions progressistes que sont la redistribution de la richesse et la mise en place d'un État-providence.» Nous pourrions aussi évoquer les origines libérales de la pensée de Marx.

Nous aurions pu opter pour *de gauche*, mais l'élite progressiste dont traite ce livre, qui jadis a défendu des positions qui paraîtraient aujourd'hui radicales aux yeux de certains, n'a plus grand-chose en commun avec ce qu'il est convenu d'appeler *la gauche américaine*, désignée en anglais par le terme *radical*.

À l'instar de certains dictionnaires bilingues, nous avons donc retenu l'adjectif *progressiste*, ainsi défini: «Qui est partisan du progrès politique, social, économique; qui tend à la modification de la société vers un idéal» (*Le Petit Robert*); «Qui estime qu'une profonde transformation des structures politiques et sociales permettra une amélioration des conditions de vie et une plus grande justice sociale» (*Le Petit Larousse*). Peut-être nous reprochera-t-on son caractère flou, mais celui-ci convient pourtant très bien, vous le verrez, à une élite intellectuelle dont les positions politiques sont tout sauf constantes et cohérentes. *Progressiste* a aussi l'avantage d'intégrer les principes égalitariste, universaliste et mélioriste du libéralisme énumérés par Gray, et, ce faisant, s'applique parfaitement au contexte politique américain.

Nicolas Calvé

*Pour Eunice,
Tv mihi curarum requies, tv nocte vel atra lumen,
et in solis tv mihi turba locis.*

Il y a en permanence une orthodoxie, un ensemble d'idées que les bien-pensants sont censés partager et ne jamais remettre en question. Dire telle ou telle chose n'est pas exactement interdit, mais « cela ne se fait pas », exactement comme à l'époque victorienne cela « ne se faisait pas » de prononcer le mot « pantalon » en présence d'une dame. Quiconque défie l'orthodoxie en place se voit réduit au silence avec une surprenante efficacité. Une opinion qui va à l'encontre de la mode du moment aura le plus grand mal à se faire entendre, que ce soit dans la presse populaire ou dans les périodiques destinés aux intellectuels.

George ORWELL¹

Résistance

Permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, et même, en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de détruire la société. Car la prétendue marchandise qui a nom « force de travail » ne peut être bousculée, employée à tort et à travers, ou même laissée inutilisée, sans que soit également affecté l'individu humain qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d'un homme, le système disposerait d'ailleurs de l'entité physique, psychologique et morale « homme » qui s'attache à cette force. Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient, ainsi exposés à la société; ils mourraient, victimes d'une désorganisation sociale aiguë, tués par le vice, la perversion, le crime et l'inanition. La nature serait réduite à ses éléments, l'environnement naturel et les paysages souillés, les rivières polluées, la sécurité militaire compromise, le pouvoir de produire de la nourriture et des matières premières détruit.

Karl POLANYI, *La grande transformation*²

ERNEST LOGAN BELL, 25 ans, chômeur et ancien *marine*, marche le long de la route 12, au cœur de l'État de New York, un grand drapeau des États-Unis sanglé à son sac à dos kaki. Sa vareuse militaire le protège d'une bruine légère. Trapu et affable, les cheveux bruns coupés en brosse, il m'explique qu'il a pris l'initiative d'entreprendre une « Marche de la liberté » : au bout de 6 jours, il aura parcouru les 145 kilomètres séparant Binghamton d'Utica, campant 3 nuits sur le bord de la route et passant les autres dans des motels bon marché. Idéaliste, il entend faire campagne comme candidat républicain, dans la circonscription numéro 24, contre le représentant

sortant, le démocrate Michael Arcuri. Il s'oppose à la réforme de la santé promue par Obama et adoptée par le Congrès à majorité démocrate, demande qu'on mette fin aux guerres en Irak et en Afghanistan, prône l'abolition de la Réserve fédérale, s'élève contre le sauvetage des firmes de Wall Street par le gouvernement fédéral et souhaite que l'État vienne immédiatement en aide aux travailleurs réduits comme lui au chômage prolongé. Il arbore une pancarte manuscrite indiquant « *End the Fed* » (« Abolissons la Réserve fédérale »), en écho au titre de l'essai du représentant Ron Paul qu'il traîne dans son sac avec un exemplaire de *U.S. Constitution for Dummies* de Michael Arnheim. Il compte livrer l'ouvrage de Paul au bureau d'Arcuri, à Utica.

« Je viens de traverser la petite ville de Norwich », me raconte-t-il tandis qu'un automobiliste passe en l'encourageant d'un coup de klaxon. « Le Tea Party y est très fort. La plupart des membres du Tea Party sont simplement mécontents. Ils savent que quelque chose ne tourne pas rond et sont prêts à s'impliquer. Dans ma région, bien des adhérents sont aussi démocrates. Les gens sont déboussolés, ébranlés. Ils ne savent plus quoi penser. Mais s'imaginer que les problèmes ont commencé le 20 janvier [2009, date de l'investiture de Barack Obama] est absurde ; s'en prendre uniquement à l'actuel président en ignorant ses prédécesseurs n'aidera personne à comprendre ce qui se passe³. »

Citoyen de Lansing, dans l'État de New York, Bell est représentatif du nouveau visage de la résistance. Jeune, imprégné de culture militaire, il se méfie du gouvernement fédéral, rejette l'élite progressiste et ne parvient pas à trouver un emploi. En colère, il oscille entre populisme de droite et de gauche, admirant à la fois Ron Paul, le représentant Dennis Kucinich⁴ et le Tea Party. Il a commencé à militer pendant la campagne présidentielle de 2008 en tant que partisan de John McCain, mais a déchanté lorsqu'il a pris conscience des liens unissant le sénateur d'Arizona et le Parti républicain à Wall Street. Le jour du scrutin, il a fini par s'abstenir. Pour sa propre campagne, il a recueilli environ 1 000 dollars auprès de voisins

et d'amis. Rompu aux arts martiaux, il a atteint en 2010 les demi-finales du championnat des sports de combat de la garde nationale, à Fort Benning en Géorgie; c'est par décision partagée qu'il a perdu son dernier combat, où il s'est cassé le nez et a blessé son adversaire aux côtes et aux cuisses.

«Quand je pense à ce qui nous attend, je suis vraiment terrorisé, confie Bell. Tout indique que l'économie va bientôt s'effondrer, peut-être même avant les élections de mi-mandat. C'est pour cette raison que tant de représentants sortants passent la main, je pense. On dirait qu'ils savent ce qui s'en vient : les rats quittent le navire, sans oublier leur rente. Le gouvernement et la Fed ne peuvent plus rien faire pour calmer la douleur, ils n'ont plus aucun tour dans leur sac. Je vous garantis que ça va faire mal à tout le monde, à part bien sûr à l'élite de la finance et des milieux d'affaires. Je dis : laissons l'empire s'effondrer ; il faut parfois mourir pour mieux renaître. Le système politique tel qu'il est offre peu d'espoir de changement ou de justice sociale. Je propose que nous mettions fin à ce coup d'État en tentant un nous-mêmes. Nous devons commencer par nous réapproprier les instruments traditionnels du pouvoir et du discours en restaurant l'intégrité de notre système électoral corrompu. Malheureusement, ça ne donnera sans doute pas grand-chose, mais l'effort en vaut la peine : nous avons le devoir patriotique de résister à la tyrannie, de briser les chaînes de l'oppression et de forcer l'État à revenir aux principes de liberté et de justice pour tous. Selon moi, manifester en brandissant des pancartes ne suffira pas à provoquer des changements fondamentaux : il est rare que le pouvoir change de main sans lutte. Nos droits inaliénables ne nous ont pas été gracieusement offerts par le gouvernement fédéral. Nous devons prendre la rue, refuser d'être réduits au silence, libérer la politique de la mainmise des milieux d'affaires et nous atteler à la reconstruction d'une structure politique et d'une société ancrées dans les collectivités locales. La seule façon d'éviter la capitulation totale, c'est la révolution. Seules la misère et ses douleurs permettent d'espérer le déclenchement d'une authentique révolution, et il est loin d'être sûr

qu'elle triomphera. La contestation doit maintenant laisser place à la résistance. Nous devons faire preuve d'audace.»

Bell a grandi à Oakwood, petite ville de l'est du Texas à mi-chemin entre Dallas et Houston. Son père, qui combat l'alcoolisme, est actuellement en cure de désintoxication. Ses parents se querellaient sans cesse : ils se sont souvent séparés puis réconciliés, et ont fini par divorcer alors qu'il avait 13 ans. Sa mère s'est retrouvée seule pour élever l'adolescent, son petit frère (aujourd'hui dans les rangs de la 82^e division aéroportée) et sa petite sœur dans un appartement d'une chambre à coucher. L'argent était rare, la mère enchaînait les petits boulots. Seuls 18 élèves de sa classe ont terminé leurs études secondaires. Oakwood ayant peu d'emplois à offrir, Bell s'est enrôlé dans l'armée, à l'instar de plusieurs de ses camarades de classe.

« Pour subvenir à nos besoins, mon père cumulait deux emplois ; malgré son alcoolisme, c'était un homme bon qui essayait d'être un père dévoué, raconte Bell. Ma mère, elle, avait ses propres problèmes. Elle vit aujourd'hui dans une cabane pourvue d'une seule pièce. Il y a quatre ans, elle a eu un cancer du sein ; elle n'est pas assurée et vit dans la pauvreté. Je sais que le système ne fonctionne pas. Sa cabane se trouve sur le terrain de sa mère ; c'est là que nous allions, mon frère et moi, quand nos parents se disputaient. Quand nous vivions avec nos deux parents, nous déménagions souvent ; maisons et appartements se succédaient. À 17 ans, j'ai quitté le foyer familial, passant du logement d'un ami à celui d'un autre, puis je suis retourné à Oakwood pour finir mon secondaire, m'installant chez mes grands-parents, qui ont eu une influence profonde sur ma vie et mes valeurs. Je menais une vie instable, typique de la classe ouvrière. Je crois que ces conditions ont contribué à forger mon caractère et ma vision du monde. Je dois rendre à César ce qui est à César. Mon père a fait son possible.

« À Oakwood, il n'y a pas de travail », poursuit-il. Il y a deux ans, après avoir quitté les *marines* pour se rapprocher de Shianne, sa fillette de trois ans dont la mère ne vit plus avec lui, Bell a déménagé dans le centre de l'État de New York, où il a

décroché un emploi de charpentier dans une entreprise de construction. Payé 14,50 dollars de l’heure, il touchait parfois jusqu’à 800 dollars par semaine. Puis, l’effondrement du système financier a asphyxié l’économie locale. « Dans mon immeuble, tout le monde a vu ses heures réduites, s’est retrouvé au chômage ou a été contraint de travailler au salaire minimum, relate Bell. J’ai été licencié l’an dernier. J’essaie de travailler comme charpentier à mon compte. Je n’ai pas d’assurance maladie. »

Le manque de travail, qui l’a contraint à survivre avec par moments aussi peu que 600 dollars par mois, l’a poussé à s’enrôler dans la garde nationale, même si, ce faisant, il était presque assuré d’être détaché en Afghanistan. La prime d’engagement de 20 000 dollars était trop alléchante pour laisser passer une telle occasion. L’unité à laquelle il s’est joint revient tout juste d’une mission en Afghanistan. « Nous nous entraînons pour retourner en Afghanistan, dit-il. Normalement, la garde nationale a pour rôle d’intervenir aux États-Unis mêmes: la faire patrouiller dans les rues d’Afghanistan n’est pas une bonne chose. Ses brigades sont débordées. Nous n’obtenons aucun avantage; au contraire des soldats de l’armée régulière, nous ne bénéficions pas de l’assurance maladie. Ça ne nous empêche pas d’être mobilisés. Certains d’entre nous l’ont été à trois ou quatre reprises. »

« Quand j’ai quitté les *marines*, je suis retourné au Texas, où je suis resté dix mois. C’est là que j’ai pris part à la campagne de McCain, raconte Bell. J’ai vraiment perdu mes illusions quant au néoconservatisme. Je n’avais jamais fait de politique. J’ai commencé à comprendre que toutes ces troupes ne sont pas déployées aux quatre coins du monde pour “défendre la liberté”, comme ils disent, mais plutôt pour créer des nations de toutes pièces et soutenir les intérêts particuliers qui mènent ces guerres. En matière de politique extérieure et d’économie, rien ne distingue les deux grands partis. Il existe un faux clivage gauche-droite qui empêche la classe ouvrière de prendre conscience des vraies causes des difficultés qu’elle éprouve. »

Dans l'État de New York, « les hivers sont pénibles, explique Bell. L'emploi diminue et le chauffage coûte cher. Je paie environ 200 dollars par mois pour l'électricité et le gaz. Je mène une vie très frugale. Je n'ai pas le câble. Je ne dépense que le strict nécessaire. C'est une lutte de chaque instant. Mais je me console en me disant que je ne suis pas obligé de passer 40 heures par semaine à faire un travail dont le salaire ne me permettrait même pas de subvenir à mes besoins. Les gens d'ici sont vraiment dans le besoin. Le taux de chômage réel doit être d'au moins 20%. Bien des gens travaillent à temps partiel alors qu'ils souhaiteraient travailler à temps plein. Il y a beaucoup de gens comme moi qui, parce qu'ils sont travailleurs autonomes ou propriétaires de petites entreprises, n'ont pas droit à l'assurance chômage: j'étais à mon compte même quand je travaillais pour l'entreprise de construction ».

« Les gens ont peur, constate-t-il. Ils veulent vivre leur vie, élever leurs enfants, être heureux, mais ce n'est pas possible. Ils ne savent pas s'ils pourront effectuer leur prochain versement hypothécaire. Ils voient leur niveau de vie dégringoler. »

Bell est d'avis que lui et ses semblables sont au bord du gouffre. Il dit craindre les conséquences sociales et politiques de la situation.

« J'espère qu'une révolution populiste aura lieu, juge-t-il. Il faudrait que l'argent qui sert aux sauvetages d'entreprises et aux missions à l'étranger soit investi dans nos communautés. Autrement, la colère va s'intensifier et dégénérer en violence. Quand on perd tout, on en vient aussi à perdre la tête. Lorsque même les plus acharnés ne trouvent pas d'emploi, ça mène à des fusillades aveugles, à des suicides... Il faut s'attendre à des actes de terrorisme intérieur. Pour endiguer la contestation de masse, l'État n'hésitera pas à restreindre davantage nos droits civils. On voit certes des étudiants protester, mais la grogne va bientôt s'exprimer à plus grande échelle. J'espère seulement que la contestation sera constructive, que les gens ne sombreront pas dans l'extrémisme. Mais chacun va faire ce qu'il juge nécessaire pour survivre, ce qui n'exclut pas des événements

comme des émeutes de la faim. La classe dirigeante a intérêt à agir vite si elle veut faire baisser la pression.»

*
* * *

Colère et impression d'avoir été trahis : voilà ce qu'expriment Ernest Logan Bell et des dizaines de millions d'autres travailleurs dépossédés. Ces sentiments résultent de l'incapacité dont a fait preuve l'élite progressiste à protéger les intérêts de la classe ouvrière et de la classe moyenne au cours des 30 dernières années, alors que la grande entreprise démantelait l'État démocratique, ravageait le secteur manufacturier, pillait le Trésor public, précipitait le pays dans des guerres impérialistes qu'il n'avait les moyens ni de financer ni de gagner, et vidait de leur substance les lois censées protéger les intérêts des citoyens ordinaires. Cette élite n'a pas pour autant renoncé au langage empesé et désuet dont elle use pour traiter des politiques et des enjeux ; elle s'abstient de braver les assauts des milieux d'affaires. C'est ce qui a permis à une droite virulente de récupérer et d'exprimer la rage, légitime, des dépossédés. Bien qu'elle s'accroche aux privilèges dont elle jouit dans ses institutions, l'élite progressiste a fait son temps.

Les principes du libéralisme classique, qui ont inspiré l'élite progressiste américaine, avaient été formulés en réponse à la dégénérescence des institutions féodales et à l'autoritarisme de l'Église. Ses théoriciens prônaient la constitution d'un État de droit et l'indépendance de la justice à l'égard des pouvoirs législatif et exécutif. Bien qu'il reprît certaines idées des philosophes athéniens de l'Antiquité, tels les sophistes du temps de Périclès, ce libéralisme a marqué une rupture profonde tant avec la pensée aristotélicienne qu'avec la théologie médiévale. Pour le philosophe John Gray, le libéralisme classique « se distingue par quatre principes : l'individualisme, qui affirme la primauté morale de la personne sur la collectivité ; l'égalitarisme, qui accorde à tout être humain le même statut moral essentiel ; l'universalisme, qui postule l'unité morale

de l'espèce; enfin, le méliorisme, qui soutient qu'on peut, grâce à la raison critique, améliorer la condition humaine de manière indéfinie⁵ ».

Thomas Hobbes (1588-1679), John Locke (1632-1704) et Baruch Spinoza (1632-1677) ont jeté les bases de cette doctrine. Au XVIII^e siècle, leurs thèses ont été approfondies par les moralistes écossais, les philosophes français et les précurseurs de la démocratie américaine. Au XIX^e siècle, le philosophe anglais John Stuart Mill (1806-1873) a redéfini le libéralisme en insistant sur ses dimensions progressistes que sont la redistribution de la richesse et la mise en place d'un État-providence.

L'ère progressiste, qui a connu son apogée dans la seconde partie du XIX^e siècle et les premières années du XX^e, a été marquée par l'essor des mouvements sociaux luttant pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, la syndicalisation, les droits des femmes, l'instruction publique, le logement des pauvres, la santé publique et le socialisme. Cette période a pris fin avec la Première Guerre mondiale. En plus de briser l'optimisme libéral en vertu duquel on considérait le progrès comme inéluctable, la guerre est venue consolider la mainmise de l'État et des milieux d'affaires sur l'économie, la politique, la culture et la société en général. On a ainsi créé une culture de masse nourrie par la consommation et le culte du soi, poussé les États-Unis dans un état de guerre permanente, et généralisé le recours à la peur et à la propagande pour intimider les citoyens et faire taire les voix indépendantes et radicales de l'élite progressiste. Le New Deal du président Franklin Delano Roosevelt, mis en œuvre uniquement parce que le capitalisme était en train de s'effondrer, a constitué l'ultime sursaut du libéralisme classique aux États-Unis; on procéderait cependant au torpillage systématique de ces réformes après la Seconde Guerre mondiale, souvent avec la complicité de l'élite progressiste elle-même.

Après la Première Guerre mondiale, une excroissance mutante de cette élite a vu le jour, se distinguant par sa ferveur anticomuniste et son obsession pour la sécurité nationale. Animée d'un profond pessimisme quant à la nature humaine,

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN AOÛT 2012 SUR
LES PRESSES DES ATELIERS DES IMPRIMERIES
TRANSCONTINENTAL POUR LE COMPTE DE LUX,
ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR DE
LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte a été réalisée
par Geneviève BOULANGER

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0

Diffusion et distribution
Au Canada: Flammarion
En Europe: Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

« Les progressistes ont fait trop de concessions à l'élite du pouvoir. Ils ont succombé à l'opportunisme puis à la peur en entraînant avec eux leurs institutions. Ils ont renoncé à leur fonction morale. Ils n'ont pas dénoncé les abus des milieux d'affaires quand ils en avaient l'occasion, et ont banni de leurs rangs ceux qui osaient le faire. [...] L'une après l'autre, ces institutions ont succombé à l'appât du gain, aux harangues patriotiques, à l'idéologie de la guerre permanente, à la peur des ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur et à la méfiance à l'égard des militants de gauche, à qui l'élite progressiste devait jadis son honnêteté. »

De plus en plus puissant, l'État-entreprise n'a même plus à répondre à ses détracteurs progressistes. Les médias, les syndicats, les universités, les artistes et le Parti démocrate se sont tous inclinés devant la grande entreprise et, bardés de leur prétendue neutralité, défendent désormais les intérêts de celle-ci dans une consternante pantomime de démocratie. L'élite progressiste américaine, détachée du monde, dépourvue de toute crédibilité, a déserté la tribune politique, cédant la place au populisme d'extrême droite. À la fois récit du naufrage volontaire du contre-pouvoir, depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à l'invasion de l'Irak, et constat d'un alarmant vide idéologique, ce livre salue aussi les révoltés, libres parias, qui persistent à épuiser le champ du possible.

Récipiendaire d'un prix Pulitzer, Chris Hedges fut correspondant de guerre pour le *New York Times* pendant 15 ans. Reconnu pour ses analyses en profondeur de la politique et de la société américaines, ses articles paraissent dans la presse indépendante, dont *Harper's*, *The New York Review of Books*, *Mother Jones* et *The Nation*. Il a également enseigné le journalisme aux universités Columbia et Princeton. Il est l'auteur de *L'empire de l'illusion*, le premier de ses livres traduit en français.